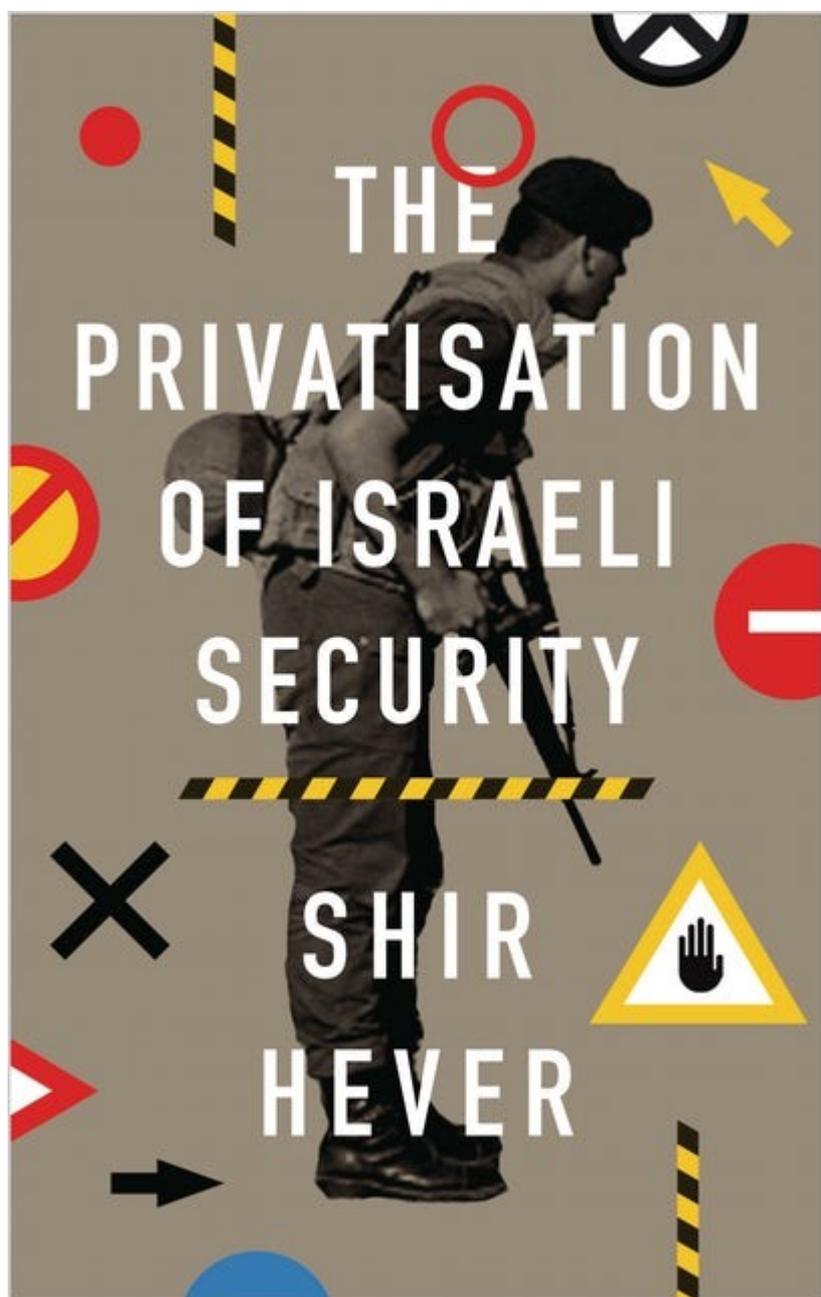


La sous-traitance de l'occupation

Rod Such, 29 novembre 2018



La privatisation de la sécurité en Israël, de Shir Hever, Pluto Press (2017)

La privatisation de la sécurité en Israël de Shir Hever est une étude de l'émergence des sociétés privées de sécurité militaire qui a débuté dans les

années 1990 en Israël et qui se poursuit à ce jour. Cette tendance a des implications pour l'avenir à la fois de l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de Gaza et pour le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions.

Chercheur en économie et auteur de *L'Économie politique de l'occupation israélienne* (2010), Hever s'appuie sur le travail du politologue israélien Neve Gordon, en particulier sur le livre de Gordon, *L'Occupation israélienne* (2008) et sur l'analyse plus récente du complexe militaro-industriel d'Israël par l'anthropologue Jeff Halper dans son livre *Une guerre contre le peuple* (2015). À la différence de ces études, cependant, Hever est particulièrement centré sur la privatisation.

Entre 1994 et 2006, cinq grandes entreprises militaires appartenant au gouvernement israélien ont été vendues à des investisseurs privés. Pendant la même période, des stratèges ont développé le concept de « noyau vs périphérie », par lequel ils envisageaient le maintien de la propriété gouvernementale sur des fonctions centrales de l'armée tout en externalisant des responsabilités considérées comme périphériques, telles l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza.

Hever admet que sa conclusion la plus controversée est que la direction politique d'Israël a sous-traité l'occupation qui avait été une fonction centrale de l'armée israélienne, à l'Autorité Palestinienne, à la suite des accords d'Oslo de 1993. Il reconnaît qu'il est difficile de considérer l'AP comme une firme privée. De plus, il note que l'armée israélienne s'est opposée à l'origine à la sous-traitance de l'occupation à l'AP et qu'elle a tenté régulièrement de la discréditer comme allié

d'Israël dans la sécurité.

Des forces de substitution

Hever maintient que la création de l'armée du Sud Liban (SLA) en 1979, peu après l'invasion par Israël de 1978 et l'occupation subséquente du Sud Liban, a constitué la base de la décision ultérieure de « sous-traiter l'occupation » en Palestine. La SLA était, pour Israël, une force de substitution, conçue pour faire croire que la population libanaise soutenait l'occupation israélienne. Israël a entraîné, armé et payé en secret les soldats et les officiers de la SLA.

Bien que Hever note que la SLA n'était pas officiellement une société, elle était comme une firme privée de sécurité militaire, au sens où la plupart des soldats les moins gradés de la SLA « étaient motivés par une opportunité d'emploi davantage que par l'idéologie ».

La SLA a ouvert la voie à une seconde étape de l'externalisation de la sécurité de la part d'Israël, représentée par la création de l'AP comme partie des accords d'Oslo et de l'entente sur le fait de donner à l'AP le rôle limité du maintien de la sécurité dans quelques unes des plus grandes villes de Cisjordanie.

Hever reconnaît des différences substantielles entre la SLA et l'AP, notamment sur le manque de légitimité de la SLA au Liban. Israël n'a pas financé l'AP. Et Israël n'a pas non plus entraîné les forces de sécurité palestiniennes ; l'AP a ainsi bénéficié d'une certaine légitimité au sein des Palestiniens.

Pour autant, du fait de l'absence de souveraineté de

l'AP, elle est inévitablement devenue un outil de l'occupation israélienne. L'argument de Hever est que c'était le but initial des leaders politiques israéliens.

L'armée israélienne a néanmoins désapprouvé cette décision politique et a résisté à se démettre de son autorité dans certaines villes de Cisjordanie. Malheureusement, Hever ne documente pas cette assertion sinon en citant une étude de Kobi Michaël dans *Le Militarisme et la société israélienne* (2010).

Menacée par l'externalisation, écrit Hever, l'armée israélienne « a utilisé son autorité professionnelle et sa compétence pour produire des rapports de renseignements de manière à attaquer la légitimité de l'AP aux yeux du gouvernement israélien et a fait pression sur le gouvernement israélien pour qu'il autorise « l'usage de la force létale contre les forces de l'AP ».

Le résultat est que l'AP n'était pas « complètement soumise aux intérêts israéliens, et que l'AP a poursuivi des politiques en conflit direct avec les intérêts israéliens », écrit Hever, citant les exemples de la persistance de l'AP dans sa demande de reconnaissance étatique par les Nations Unies et sa décision, en 2009, de soutenir le boycott des produits des colonies israéliennes.

Hever défend cependant l'idée que l'AP remplit toujours des fonctions de sécurité pour Israël en Cisjordanie. Et parce que l'AP manque à la fois de souveraineté et de responsabilité vis-à-vis du peuple palestinien, elle a fini par jouer un rôle de sous-traitant.

Ce rôle a été par moments explicite, comme lorsque les prisonniers politiques libérés par Israël se sont retrouvés prisonniers politiques de l'AP, ce qui a conduit de nombreux Palestiniens à voir cette organisation comme offrant des « services d'incarcération au gouvernement occupant israélien ».

L'occupation américano-israélienne

Dans son chapitre sur « La sous-traitance de l'occupation », Hever démontre que l'exemple le plus évident de privatisation de l'occupation est advenu quand Israël a passé des contrats à des compagnies privées pour tenir les checkpoints dans la « zone de jointure », dans les espaces contigus aux colonies illégales d'Israël ou sur la frontière de l'armistice de 1949 connue comme la Ligne Verte.

Bien que les checkpoints de Jérusalem continuent à être tenus par la police des frontières d'Israël et que les checkpoints temporaires – connus aussi sous le nom de « checkpoints volants », continuent à être tenus par l'armée, la plupart des checkpoints de la zone de jointure ont été privatisés.

La raison de cette privatisation, selon ce qu'avance Hever, est de faire un bouclier au gouvernement israélien pour le protéger de la critique de toute violation des droits humains commise aux checkpoints privatisés. Cet argument n'est cependant pas appuyé sur des exemples.

Si l'objectif d'Israël était de dégager sa responsabilité, le but n'a pas été atteint. Nombre des meurtres les plus notoires de Palestiniens à des checkpoints sont toujours perpétrés par des soldats et par la police des frontières et ont été rendus

publics par la surveillance de défenseurs des droits humains.

Les militants BDS vont grandement bénéficier de l'information du chapitre « Les dimensions mondiales de la privatisation de la sécurité en Israël » qui comprend des études de cas détaillées sur les services de sécurité privatisés offerts à Israël par G4S et HP, deux sociétés boycottées par le mouvement.

De plus, Hever montre comment une aide militaire américaine accrue à Israël a oeuvré comme un encouragement à la privatisation.

La tendance à la privatisation aux États Unis même, qui est devenue évidente lors de l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, a aussi influencé les leaders israéliens.

Comme les États Unis, où des personnages de l'armée et des services secrets prennent leur retraite et ensuite vont vers des postes lucratifs dans des compagnies de sécurité, la création de telles sociétés a aidé à l'enrichissement de dirigeants de l'armée israélienne qui ont « commencé à aller en grand nombre des organisations étatiques de sécurité vers des compagnies de sécurité privées », selon Hever.

La recherche de Hever pointe le besoin de plus de campagnes BDS ciblant ceux qui facilitent l'occupation et le financement américain qui enrichit tellement de gens dans ce qui, en fait, est l'occupation conjointe de la Palestine par les États Unis et Israël. Pour des militants à la recherche de l'apparition de corporations qui profitent de l'occupation, le livre de Hever est une ressource

importante.

Rod Such est un ancien éditeur des encyclopédies World Book and Encarta. Il vit à Portland, Oregon, est actif dans la campagne Occupation-Free Portland.

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)